



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.12/192

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 décembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	07
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 décembre 2018

2018.12/192

RESSOURCES HUMAINES - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES - POSTE D'ANIMATEUR – ADOPTION – AUTORISATION

Mme DUVAL, adjoint au maire - Le contrat de travail de l'animateur socioculturel au Centre Social Jean Moulin, actuellement en vigueur, arrive à échéance le 18 janvier prochain. Pour les besoins de continuité du service, il est nécessaire de procéder au recrutement d'un agent contractuel afin d'occuper cet emploi permanent vacant dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Placé sous l'autorité de la Directrice du Centre Social Jean Moulin, l'action de l'animateur socioculturel relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux sera tenu d'assurer la coordination des actions familiales du Centre Social définies dans le cadre du contrat de projet avec la CAF et devra effectuer les missions suivantes :

- ✓ Construire et proposer les projets concernant l'accompagnement éducatif des familles.
- ✓ Organiser et coordonner la mise en place des activités qui en découlent.
- ✓ Encadrer l'équipe d'animation.
- ✓ Elaborer et coordonner le projet parentalité.
- ✓ Animer et coordonner des actions éducatives : élaboration du projet, mise en place et animation, suivi statistique et qualitatif, évaluation.
- ✓ Participer aux temps forts de la structure.
- ✓ Elaborer les documents et supports écrits.
- ✓ Accueillir et accompagner le public
- ✓ Participer aux instances partenariales
- ✓ Mettre en place des tableaux informatiques pour le suivi des inscriptions et des statistiques.
- ✓ Assurer la communication des documents de promotion des actions : affiche, tract, programme (en lien avec le service communication et le responsable du centre).

Au regard de ces missions, le candidat devra détenir un DUT Carrières sociales ou D.E.F.A. ou diplôme de Niveau III avec expérience professionnelle de plus de 3 ans dans le domaine de l'animation sociale.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2019,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 3-2 et 41,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT

- Que pour les besoins de continuité du service, il est nécessaire de recruter un agent contractuel sur le poste permanent d'animateur socioculturel suite à la vacance temporaire de cet emploi,
- Que la communication de la vacance de cet emploi a été effectuée auprès du centre de gestion compétent
- Qu'il est possible, par dérogation, de recruter un agent contractuel pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire,

VU le rapport de Madame DUVAL, adjointe au maire en charge des Ressources Humaines,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **d'autoriser Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel pour occuper le poste permanent d'animateur contractuel à temps complet vacant à compter du 19/01/2019 et à signer le contrat de travail :**
 - **qui sera établi, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, pour une durée de 1 an, pour faire face temporairement à la vacance de cet emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions statutaires.**
 - **et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut 406 - indice majoré 366 (5^{ème} échelon d'animateur)**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 6322

Nature 64131

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.